

## DÉNEIGEMENT

# Le Haut-Rhin veut dessaler la facture

Cet hiver, 665 des quelque 2 500 km de routes départementales haut-rhinoises ne seront plus déneigés. Pour faire passer la pilule, le conseil départemental avance des raisons surtout économiques, parfois écologiques.

Clément Tonnot

Voilà des années que les élus haut-rhinois se réjouissent, à chaque séance budgétaire, de la clémence de l'hiver... Il faut dire le coût du déneigement des 2 550 km de routes départementales peut varier de 2 M€ (millions d'euros), comme l'hiver dernier, à 5,2 M€ en 2012-2013. Ces vingt dernières années, le chiffre s'est établi en moyenne à 2,8 M€. Soit peu ou prou ce qui est budgété pour cet hiver (2,9 M€).

Mais le Haut-Rhin a décidé d'aller plus vite que le réchauffement climatique en sortant de ses circuits de déneigement 665 km d'itinéraires qui ne seront plus ramenés « au noir ». Les routes non déneigées seront simplement signalées par des panneaux. Libre ensuite aux automobilistes de s'y engager, ou pas.

## « Une route d'accès pour chaque ville et village »

Les hivers étant de moins en moins rigoureux, le dispositif jusqu'ici en vigueur est désormais jugé « surdimensionné » et le maître mot est devenu « l'adaptabilité ». « La mobilisation des agents a un coût, même quand ils n'interviennent pas », commente le président Eric Straumann. Le changement est avant tout motivé



Le Haut-Rhin ne s'interdit plus désormais de laisser certaines routes « en blanc ». Ce sera le cas cet hiver pour 665 des 2 550 km de routes départementales.

Archives L'Alsace/Hervé Kielwasser

par les économies, chiffrées à « au moins 300 000 €, peut-être même 500 000 € ». L'argument écologique est aussi avancé puisqu'il s'agit de jeter moins de sel sur les routes, d'autant que celui-ci les fragilise.

La mesure s'appuie enfin sur les dernières statistiques départementales, selon lesquelles « 80 % des voitures haut-rhinoises » seraient aujourd'hui équipées de pneus d'hiver. « On a regardé ce qui se faisait

ailleurs, à l'étranger et dans de nombreux départements, où on se concentre sur les axes principaux », indique Éric Straumann.

Le Haut-Rhin a choisi de « moins se

dispenser » et de recentrer ses interventions autour d'un principe : « Déneiger une route d'accès prioritaire pour chaque ville et village. » De 66 – dont 18 assurés par des sociétés privées –, le nombre de circuits sera ainsi ramené à une quarantaine.

Les horaires d'intervention sont également revus à la baisse. Hors grands axes (RD83, RD430, RD68), traités 24 heures sur 24, les axes principaux ne seront plus traités qu'entre 3 h et 20 h – contre 23 h auparavant. Les autres routes seront déneigées entre 5 h et 20 h. En cas d'événement météorologique exceptionnel, « on mettra les moyens nécessaires », assure toutefois Eric Straumann.

## Les dangers du « low cost » ?

Il s'agit, selon le président haut-rhinois, de mieux coller à la réalité des déplacements domicile-travail, avec priorité donnée aux zones d'activité économique. « Avant, on déneigeait avant le travail, puis le réseau secondaire en journée, mais souvent la neige fondait entre-temps. Je suis persuadé que ça ne se verra pas... » L'amplitude est également réduite dans le temps : en plaine, le dispositif de viabilité hivernale ne sera désormais activé qu'à partir du 1<sup>er</sup> décembre – et non plus du 15 novembre – et

jusqu'au 15 mars.

Le Haut-Rhin généralise aussi le principe d'un chauffeur par engin, en vigueur dans les Vosges et déjà expérimenté, l'hiver dernier, sur les routes haut-rhinoises. « Le système radio permet d'échanger en cas de difficulté », précise Eric Straumann.

Reste que ce plan de déneigement nouvelle formule – « low-cost » diront certains – fait grincer des dents. Notamment du côté du syndicat FO de la collectivité, pour qui on « met en danger la sécurité des usagers, mais également celle des agents ». « Un mouvement social n'est de loin pas à écarter », prévient le syndicat, qui appelle d'ores et déjà à manifester le jeudi 3 novembre de 9 h à 11 h, sur le parvis de l'hôtel du département à Colmar. Du côté du privé, les entreprises qui déneigeaient les routes désormais abandonnées trouvent également la pilule amère.

Le département, lui, communique déjà dans son dernier magazine pour inciter les automobilistes à s'équiper en pneus d'hiver. Il invite aussi à consulter régulièrement les bulletins météo et les informations concernant le déneigement en temps réel, publiés sur le site internet ci-dessous.

SURFER [www.inforoute68.fr](http://www.inforoute68.fr)

## STOCAMINE

## Un difficile déstockage

Alors qu'une enquête publique, portant sur le confinement illimité des déchets non déstockés, débutera le 7 novembre dans neuf communes du Bassin potassique, le liquidateur des MDPA doute de la faisabilité technique du déstockage demandé.



Alain Rollet, liquidateur des MDPA et président de Stocamine, estime que la dégradation des terrains miniers pourrait remettre en cause le stockage souhaité par le ministère.

Archives L'Alsace/Thierry Gachon

Laurent Bodin

« Le temps travaille manifestement contre le déstockage », écrit le liquidateur des MDPA, Alain Rollet, dans le numéro 17 de la lettre d'information publiée hier sur les travaux menés à Stocamine à Wittelsheim. « Les terrains se referment plus vite que prévu sur les colis de déchets et nous ne sommes pas assurés de pouvoir mener à bien le déstockage partiel demandé par la ministre », ajoute encore Alain Rollet, qui précise que « le déstockage du bloc 12 devrait pouvoir être achevé, mais le déstockage du bloc 23 reste une inconnue ». « Une nouvelle expertise est en cours à la demande du préfet et de la Dreal, et des solutions alternatives sont à l'étude », écrit encore Alain Rollet.

Concrètement, la largeur des galeries a, par exemple, diminué localement de plus d'un mètre dans le bloc 12. Aussi, à la demande de la Dreal Grand Est, une nouvelle analyse des risques et un avis d'expert sur les conditions minières et les possibilités d'assurer la sécurité des opérateurs dans le bloc 12 sont en cours. Les MDPA ont étendu le périmètre de cette étude au bloc 23. Il ressort de la modélisation des contraintes réalisée par le bureau d'études Itasca « de plus fortes dégradations dans le bloc 23 ». « L'équipe pluridisciplinaire en charge de cette analyse de la faisabilité du déstocka-

ge – composée d'un expert minier reconnu, d'un ingénieur « fond » expérimenté et d'un ancien ingénieur de la Carsat, organisme de gestion des risques professionnels – a déjà visité le stockage durant cinq jours et devrait rendre ses conclusions avant la fin du mois de novembre », indiquent les MDPA, qui ont aussi révélé que « trois palettes ont été retrouvées partiellement consommées, les big-bags qu'elles supportaient n'étant pas détériorés. La cellule chimique du Service départemental d'incendie et de secours (Sdis) du Haut-Rhin a déjà réalisé des prélèvements sur place pour les analyser. »

Ces dégradations pourraient remettre en cause le déstockage demandé par le ministère de l'Écologie de 93 % des produits contenant du mercure dont le volume est aujourd'hui estimé à 25 tonnes, sur un total de 44 000 tonnes de déchets enfouis à Wittelsheim.

L'autre élément important contenu dans la lettre d'information de Stocamine est l'arrêté, signé le 18 octobre 2016, par lequel le préfet du Haut-Rhin a prescrit une enquête publique, portant sur le confinement illimité après déstockage partiel. Cette enquête aura lieu du 7 novembre au 15 décembre dans neuf communes du Bassin potassique. « Les propositions des tiers experts ont été inté-

grées pour améliorer le dispositif de fermeture du stockage. Des essais ont validé l'utilisation de béton très étanche pour réaliser les barrages de fermeture en substitution de la bentonite. Deux barrages pilotes de confinement vont être réalisés en 2017, l'un en béton coulé et l'autre en béton projeté », indique encore la direction des MDPA, selon qui « près d'une centaine d'études ont été consacrées à l'analyse des risques associés au stockage de déchets depuis l'arrêt de l'activité de Stocamine. Les experts et tiers experts qui ont étudié le sujet concluent à la quasi-unanimité que le

site doit être fermé définitivement par la construction de barrages étanches tout autour du stockage, avant le remblayage des puits de mines et la mise en œuvre de mesures de surveillance particulières », notamment de la vitesse d'envoyage des anciens travaux miniers grâce à deux sondages profonds. Au total, 19 barrages seront construits en ceinture tout autour du stockage. « Le sel emprisonnera les déchets et les compactera », avance la lettre d'information qui précise que tous les documents sont d'ores et déjà accessibles sur le site internet de Stocamine ([www.stocamine.com](http://www.stocamine.com)).

## DÉCHETS NUCLÉAIRES Près de Bure, un nouveau projet d'usine fait polémique

À 30 km du site d'enfouissement des déchets nucléaires de Bure (Meuse), Gudmont-Villiers (Haute-Marne), 350 habitants, pourrait accueillir une base de transit de déchets radioactifs, un projet critiqué par le Cedra (Collectif contre l'enfouissement des déchets nucléaires). « Le cas de Gudmont-Villiers et son usine "tour de passe-passe" vient tout récemment de démontrer combien les élus locaux et ceux de la communauté de communes du bassin de Joinville-en-Champagne ne maîtrisent rien le projet de l'industriel Derichebourg », dénonce le Cedra.

Le 30 septembre, la société Derichebourg a présenté le projet de création d'une installation de tri, de traitement et de conditionnement de déchets peu radioactifs, sur le terrain privé d'une ancienne scierie, à quelques kilomètres du village. « Nous ne déposerons pas de dossier si nous sentons une vraie réticence de la part de la population », a assuré d'emblée Sylvine Thoma, responsable communication de l'industriel. « Les déchets seront juste reconditionnés pour faire baisser les volumes, avant d'être envoyés dans les poubelles de Soulaines-Dhuys et de Morvilliers I », a fustigé Michel Marie, un des porte-parole du Cedra. Ils devraient en effet être acheminés vers ces deux sites de stockage situés dans l'Aube et gérés par l'Andra (Agence nationale de gestion des déchets nucléaires).

« Il existe des amalgames avec le projet Cigéo alors que ce n'est pas le même niveau de déchets et pas la même finalité », a-t-on pondéré à la communauté de communes, chargée de réaliser une étude d'impact socio-économique du projet. La faisabilité de celui-ci reste également suspendue à une étude scientifique, demandée par Derichebourg avant de déposer une demande d'autorisation d'exploitation. La multiplication de ce type de projets pourrait conduire à l'établissement d'une « jungle nucléaire en Champagne », a aussi redouté le Cedra.

Vendredi 28  
et samedi 29 octobre  
à 20h

La Filature, Mulhouse

CONCERT SYMPHONIQUE 1  
L'insoutenable légèreté de l'être

Brahms

Le Chant des Parques  
Le Chant du Destin

Bartók

Le mandarin merveilleux

Liszt

Concerto pour piano n° 1

Patrick Davin | Plamena Mangova |  
Le Chœur de l'Opéra national du Rhin |  
Le Chœur de Haute-Alsace

Informations : [orchestre-mulhouse.fr](http://orchestre-mulhouse.fr)  
Réservez vos places pour le concert symphonique :  
Billetterie La Filature, 03 89 36 28 28  
Orchestre Symphonique de Mulhouse

Orchestre symphonique  
de Mulhouse  
Patrick Davin, directeur  
artistique et musical